

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI DE MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADA—ÉTATS-UNIS

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude du projet de loi C-130, visant la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, qu'un comité législatif lui a renvoyé avec des propositions d'amendement, ainsi que des amendements de M. Axworthy (p. 18476) et de M. Langdon (p. 18476).

M. le vice-président: Nous reprenons le débat. La parole est au député de Niagara Falls.

M. Nicholson (Niagara Falls): Monsieur le Président, je disais donc à quel point il est important que cet accord soit adopté dans l'intérêt de la péninsule du Niagara. De nombreuses entreprises m'ont signalé à quel point il importait que votre serviteur et les autres députés de la région de Niagara, ainsi que les ministériels, interviennent, afin de soutenir l'Accord de libre-échange. Les représentants de la société Acres International, un employeur qui offre plus de 400 excellents emplois, se sont récemment mis en rapport avec moi pour me faire savoir qu'ils m'appuient de tout coeur. Je me suis rendu à l'usine Norton récemment, et j'ai eu droit au même message. Les sociétés General Motors, B.F. Goodrich, C and C Yachts, T.R.W., Hayes-Dana, Muller's Meats, Brunner Manufacturing, pratiquement tous les principaux employeurs de la ville de Niagara Falls m'ont signalé qu'ils appuyaient l'accord en question.

Je leur dis que je vais faire de mon mieux, malgré le fait que l'on retrouve dans cette enceinte tant de soi-disant experts sur l'économie de la péninsule du Niagara.

Nous parlions de l'industrie viticole. Ce que les critiques de l'accord en question semblent oublier, peut-être parce que cela leur convient, car ils peuvent parfois agir ainsi impunément, c'est que nous sommes aussi membres du GATT. Il s'agit d'une association regroupant tous les pays commerçants du monde. On oublie parfois que le Canada a accepté de supprimer la politique discriminatoire provinciale d'établissement des prix des alcools au sein du GATT, il y a plus de 10 ans; on préfère l'oublier.

L'Accord de libre-échange va dans le sens du GATT. Il est conforme au GATT, et ainsi les critiques de cet accord ne comprennent pas, ne reconnaissent pas et n'ont pas la franchise d'admettre que si cet accord commercial était supprimé, cela ne ferait aucune différence pour ce qui est des problèmes que nous éprouvons dans le secteur viticole. Il nous faut respecter le GATT, alors que nous nous sommes engagés à réduire et à éliminer les mesures provinciales d'établissement des prix des alcools. A cet égard, le gouvernement de l'Ontario a une drôle d'attitude. Il ne renie pas les engagements qu'il a pris, mais, lorsqu'on le questionne à ce sujet, il répond que les problèmes liés à ses mesures d'établissement des prix des alcools ne le concernent pas et que c'est l'affaire du gouvernement fédéral. Chose curieuse, c'est à cela que se résume sa position à l'égard de l'industrie viticole.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

• (1550)

Dans le cadre d'un programme spécial, le gouvernement fédéral s'est engagé à acheter tous les ans 50 p. 100 des excédents de raisins, la province étant censée se charger du reste. La députée de Lincoln (M^{me} Martin) nous dira que, chaque année, le gouvernement provincial se fait prier au point où, l'an passé, le gouvernement fédéral a dû agir seul. Le gouvernement fédéral a versé sa part en déclarant qu'il ignorait ce qui n'allait pas à Queen's Park. C'est à peu près toujours ainsi que se comporte le gouvernement de l'Ontario. J'espère donc que, la prochaine fois qu'ils rencontreront le premier ministre Peterson et certains de ses amis de Queen's Park, mes collègues de l'opposition en profiteront pour leur rappeler l'engagement qu'ils ont pris de venir en aide à cette industrie. J'ai d'autres exemples.

Nous avons évité de justesse la sécheresse dans la péninsule du Niagara. L'Ouest canadien a connu une période de terrible sécheresse, mais dans la péninsule du Niagara, nous n'avons pas eu de pluie pendant longtemps. J'étais très inquiet. J'ai demandé aux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture de suivre la situation au cas où elle s'aggraverait, mais dès qu'il a été question de sécheresse dans la péninsule de Niagara, le gouvernement de l'Ontario a déclaré qu'il s'en lavait les mains. On nous a dit que s'il y avait des problèmes, nous ferions mieux de nous adresser à Ottawa, que la sécheresse est un problème qui relève du gouvernement fédéral. Cependant, on nous a dit également que le gouvernement provincial était notre meilleur ami. Le ministre de l'Agriculture de l'Ontario est venu dans ma région et il nous a dit ceci: «Nous sommes les meilleurs amis que les agriculteurs de cette région aient jamais eus», mais il n'avait pas apporté son carnet de chèques. Il a dit que si nous voulions de l'argent, nous ferions mieux de nous adresser au ministre fédéral de l'Agriculture (M. Wise) mais qu'il ne fallait pas oublier que le gouvernement provincial était notre meilleur ami. Voilà l'attitude du gouvernement provincial.

Mme Copps: Apportez l'Accord de libre-échange.

M. Nicholson (Niagara Falls): La députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) doit encore avoir quelques amis à Queen's Park. Elle devrait leur dire d'apporter leur carnet de chèques la prochaine fois qu'ils viendront dans la péninsule de Niagara et de cesser de tarder à aider ce secteur.

M. Turner (Ottawa—Carleton): En plein dans le mille, mon frère.

Mme Copps: Les gens de la péninsule de Niagara ne seront pas dupes.

M. Nicholson (Niagara Falls): Le gouvernement provincial a modifié la loi sur la composition du vin. Il a dit que nous ne pouvions pas utiliser de raisins Labrusca dans certains types de vins, mais quand l'on propose le programme de retrait du vin qui y est nécessairement rattaché, il dit ceci: «Nous avons peut-être contribué à causer cet excédent de raisins lambrusques en modifiant la composition du vin, mais vous feriez mieux de vous adresser à Ottawa si vous voulez de l'aide; n'oubliez surtout pas que nous sommes vos amis». Les gens n'accepteront pas cette attitude. Le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial sont en train de négocier pour aider ce secteur et le rendre viable, et essentiel et lui faire prendre de l'expansion,